

1974-2020 : le contrat Rafale grec sous l'angle de l'opération Attila

Jeux de guerre passés et récents en Méditerranée orientale

La crise chypriote de 1974, dernier engagement armé majeur entre grecs et turcs

Les tensions gréco-turques récentes peuvent en effet faire penser à celles ayant eu lieu autour de la question chypriote avant l'invasion turque de l'île en 1974.

Chypre, une île divisée au cœur des enjeux de puissance

Après une guerre de 1955 à 1959 contre le colonisateur britannique ayant dégénéré en guerre civile, Chypre accède à l'indépendance le 16 août 1960 après qu'un chypriote grec, Mgr Makarios, devient président en 1959. Sa population de 580 000 âmes étant composée de 80% de grecs favorables à l'*enosis* (union avec la Grèce), de 18% de turcs regroupés dans des enclaves et favorables au *taksim* (union avec la Turquie) ainsi que de 2% de maronites, d'arméniens et de latins pro-grecs, un projet de constitution reposant sur le consociationalisme [3] est proposé par Londres, Ankara et Athènes en vue de trouver un compromis et d'apaiser les tensions. En parallèle, les traités de Zurich et de Londres, donnent le droit à la Turquie, à la Grèce et au Royaume-Uni d'intervenir si leurs intérêts s'avèrent menacés. Cette constitution, rejetée par la majorité grecque et acceptée par la minorité turque, aboutit à la formation d'une « République hésitante » [1] malgré l'élection à la présidence de Makarios, ayant fait campagne contre l'*enosis* et en faveur de l'indépendance. En dépit des stratégies d'apaisement interne et internationale du président et de la bonne santé économique chypriote, des troubles entre communautés éclatent entre 1964 et 1970, et ce malgré les menaces débarquement d'Ankara et le déploiement de la force onusienne UNFICYP sur la « ligne verte » séparant le nord et le sud de l'île dès 1964 pour calmer le jeu. En 1967, un coup d'état militaire instaure la dictature des Colonels à Athènes et vient freiner le développement économique spectaculaire alors en cours en Grèce depuis 1950. Pour renforcer leur popularité et attirés par la croissance économique impressionnante de Chypre depuis 1960, les Colonels relancèrent alors le vieux projet de l'*enosis* combattu par Makarios [2]. En novembre 1967, le général pro-*enosis* Grivas, chef de la garde nationale chypriote, attaqua (selon certains, sur l'ordre d'Athènes) deux villages chypriotes turcs et déclencha de fortes tensions entre la Grèce et la Turquie, qui menaça de débarquer militairement. Celles-ci aboutirent au retour de la division grecque jusqu'alors présente à Chypre et de Grivas sur le continent.

Face à la pression grecque, Makarios est réélu à la présidence chypriote en réaffirmant son idée d'une Chypre indépendante et l'abandon de l'*enosis* malgré des troubles communautaires continus. La communauté turque, elle, se replie sur elle-même dans des enclaves autoadministrées et porte son allégeance à Ankara pour assurer sa sécurité. En novembre 1973, le régime des Colonels se durcit à Athènes après une tentative de révolte et les relations entre la Turquie et la Grèce s'assombrissent après la découverte d'hydrocarbures en 1971 en mer Egée dans une zone corevendiquée [3].

Le 15 juillet 1974, Makarios est renversé par un coup d'état réalisé par Athènes via la garde nationale chypriote (encadrée par des officiers grecs) et l'EOKA-B de Nicos Sampson, une organisation paramilitaire pro-grecque. Sampson, placé à la tête de Chypre, entend préparer

l'énosis [4]. Au niveau international, la Grèce et Sampson se retrouvent isolés : l'URSS, misant sur l'influence du parti communiste chypriote AKEL, défend l'indépendance en espérant voir un jour l'île tomber de leur côté. Les Etats-Unis, ennuyés par le conflit gréco-turc en raison de l'appartenance des deux pays à l'OTAN, soutiennent publiquement l'indépendance. Makarios annoncera toutefois que le coup d'état aurait été soutenu par la CIA en raison de la puissance de l'AKEL et en échange de concessions de bases militaires sur l'île [5]. Enfin, la Turquie, désormais entièrement encerclée sur son flanc sud par la Grèce, dénonce une violation des traités, la mise en danger des communautés chypriotes et se prépare à intervenir militairement en dépit du refus de Londres de participer à l'opération [6].

Un conflit oublié : l'opération Attila et ses enseignements (voir Annexe 1)

Au même moment, les forces chypriotes grecques présentes à Chypre alignent 12 000 soldats d'active de la garde nationale, renforcées par un réseau de bunkers substantiel mais de piètre qualité construit dès 1967 et quelques milliers d'hommes de l'EOKA-B. Elles disposent principalement de nombreux équipements de la Seconde guerre mondiale mais d'aucun avion, tout comme les 9000 hommes des milices pro-turques TMT. Les TMT sont complétées par les 650 soldats du bataillon turc KTKA présents à Chypre. Ankara déploiera de son côté jusqu'à 40 000 hommes avec du matériel moderne pour conquérir Chypre dans ce qu'elle nommera l'opération Attila I : 5 destroyers, 31 navires de débarquement amphibies, 1000 parachutistes, des commandos. Côté chypriote grec, bien que sachant dès le 10 juillet que l'armée turque se mettait en branle, aucune planification sérieuse (en dépit du plan de défense périmé Aphrodite II imaginé en 1964) et aucune réaction ne furent relevées.

Le 20 juillet 1974, l'invasion turque de Chypre selon le plan *Yildiz Atma-4*, imaginé dès 1967, commence. Celle-ci est complétée par le plan *Bozkurt-70*, qui prévoit que les milices des TMT engagent et fixent les forces pro-grecques dans chacune des 130 enclaves chypriotes turques. Pendant ce temps, l'armée turque surprend totalement les forces pro-grecques qui les attendent à l'Est (où les enclaves sont nombreuses) près du grand port de Famagusta en débarquant au Nord de l'île près du petit port de Kyrenia. Au même moment, elle largue ses commandos hélicoptérés au Sud-Ouest et au Sud-Est de Kyrenia afin de créer une tête de pont sécurisée pour assurer le lent déploiement des troupes amphibies. L'opération est dangereuse, les plages étant face à des fortifications pro-grecques construites dans la chaîne de montagnes Pentadáktylos.

Cependant, 1 000 parachutistes turcs font jonction avec le régiment turc déjà présent sur Chypre, et remontent au Nord attaquer lesdites fortifications à revers. Averties, les forces pro-grecques au sud de Chypre tentèrent alors de rejoindre le Nord mais seront bloquées par les milices turques retranchées à Kioneli, verrou stratégique sur la seule route entre les montagnes reliant Nicosie et Kyrenia. Un cessez-le-feu est ordonné le 22 juillet 1974 mais les turcs progressent jusqu'au 30 juillet pour contrôler 3% de Chypre. L'objectif est de gagner du temps pour débarquer le plus de troupes possibles, alors que la dictature des colonels et Nicos Sampson tombent.

L'armée d'Athènes est incapable de réagir, bien que la mobilisation générale soit décrétée. Le 14 août 1974, après le rejet d'un ultimatum exigeant 34% de Chypre, la Turquie lance comme prévu l'opération Attila II : 20 000 soldats et 200 chars repartent à l'assaut. L'objectif n'est pas de recueillir les populations chypriotes turques des enclaves, mais de foncer vers l'aéroport de Tymbou à l'Ouest et Famagousta à l'Est. Les chypriotes grecs, en proie à des problèmes de commandement, de coordination et dépendant d'Athènes pour leur approvisionnement en munitions et en pièces détachées, retardent les turcs et se replient sur leur ligne de défense

au centre de l'île. Le 16 août 1974, lors du cessez-le-feu définitif, les turcs occupent la région Nord (la plus riche), soit 38 % de l'île, jusqu'à la « ligne verte » actuelle [7]. Le territoire de ce qui allait devenir la future République Turque de Chypre du Nord (RTCN) était conquis.

L'armée de l'air turque fut stratégique tout au long du conflit, en étant capable d'intercepter les chasseurs et les navires grecs en route vers Chypre tout en bombardant les ports et les aéroports de l'île afin d'empêcher un déploiement d'Athènes. La supériorité aérienne d'Ankara lui permit de fournir un appui aérien décisif lors de tous les moments clés de la guerre où la situation aurait pu basculer (à Kyrenia, Kionelli, dans diverses enclaves et lors de l'offensive Attila II). Une seule attaque aérienne réussie d'Athènes sera à relever durant la guerre via deux F4 Phantom II, technologiquement supérieurs à la plupart des avions turcs.

Ainsi, l'opération turque Attila doit une bonne partie de son succès à la supériorité aérienne totale dont elle dispose sur son adversaire grec. Plus de 45 années plus tard, la situation demeure-t-elle cependant similaire en Méditerranée orientale ?

Drôle de guerre en Méditerranée orientale : quelles réminiscences de l'année 1974 ?

Face à un regain de l'activisme turc dans la région, une réponse mûrement réfléchie s'organise de la part de Paris via la vente de 18 Rafales à Athènes.

Un demi-siècle plus tard, la Turquie reste au centre du jeu en Méditerranée orientale, notamment face à la Grèce. Cependant, son économie en difficulté depuis 2018 (à la différence de la Grèce) [10], la purge consécutive au coup d'état manqué de 2016 et le tournant autoritaire qui s'en suivi viennent fragiliser grandement l'assise électorale de l'AKP du président Erdogan et de son allié ultranationaliste MHP (perte d'Istanbul aux municipales de 2019). Erdogan joue donc depuis quelques années sur un discours nationaliste, révisionniste et néo-ottoman de conquête afin de rallier autour de lui à la fois l'électorat et l'opposition dans la perspective des présidentielles et du centenaire de la création de la Turquie en 1923.

Dans cette logique, la doctrine « Patrie bleue » (écrite en 2006) vise à étendre l'influence turque en Mer Noire, ainsi qu'en Méditerranée orientale où du gaz est découvert depuis 1973. Les grecs confortèrent leur position en ratifiant la Convention de Montego Bay de 1982 qui leur attribuerait 71,5% de la Mer Egée grâce à plusieurs îles en face des côtes turques (Imia, Kastellorizo, etc.). Ankara refusa en conséquence de reconnaître cette dernière, tenta de faire valoir les droits de la population chypriote turque et exige depuis lors des négociations bilatérales.

Or, depuis 1999, de gigantesques gisements gaziers sont régulièrement découverts sur les ZEE grecque, chypriote grecque, israélienne et égyptienne (voir Annexe 2). De là est né un nouvel axe fort entre ces pays, capable de modifier les rapports de force régionaux présents depuis des décennies, via le projet d'extraction et de gazoduc EastMed vers l'UE. Ankara, dépendant comme l'UE du gaz russe et exclut de cette initiative concurrençant son gazoduc Turkstream passa alors un accord en novembre 2019 avec le Gouvernement d'union nationale libyen afin de créer un corridor maritime exclusif entre les deux pays passant au milieu de la zone contestée. Athènes négocia en réponse un accord du même type début août 2020 avec l'Égypte et l'Italie. Une crise éclata alors lorsqu'Ankara envoya le 10 août en réponse un navire de recherche sismique sous escorte militaire dans les ZEE grecque et chypriote [11]

Depuis, c'est escalade militaire et guerre d'influence entre la Turquie (pour dissuader les investisseurs publics et privés du gazoduc concurrent ?), et l'axe EastMed complété du Med7 (France, Italie, Espagne, Grèce, Chypre, Portugal et Malte). Cependant, ce dernier front n'est pas fortement soudé, et Erdogan joue habilement des divisions desdits pays sur les dossiers

libyen (ce qui pousse les Emirats Arabes Unis vers Athènes), syro-irakien, chypriote, otanien et migratoire en activant divers leviers à sa disposition depuis le retrait américain relatif dans la zone. L'UE, mobilisée par Athènes et Chypre, est maussade depuis des années sur la candidature gelée de la Turquie et divisée sur l'idée de sanctions. D'un côté le « good cop » allemand est favorable avec l'Est européen à la négociation avec Ankara, et de l'autre le « bad cop » français (en accord avec Berlin ?) pousse Erdogan au bras de fer militaire et otanien, tout en tentant d'unir un front méditerranéen derrière lui.

A l'Est, Moscou privilégie le statu quo afin de continuer à avancer discrètement ses pions en Méditerranée. A l'Ouest, Washington ménage Erdogan en le considérant comme puissance stabilisatrice potentielle dans la région face à la Russie, tout en tentant d'éviter l'éclatement du pilier oriental de l'OTAN bâti sur les contreforts turc, chypriote et grec en pressant à la discussion au sein de l'institution [12]. Un moyen pour Erdogan d'avoir, désormais, une place de choix à la table des négociations autour du gâteau gazier méditerranéen ? Macron, cependant, veille et s'évertue à glisser le pied dans un entrebâillement béant laissé par la Sublime Porte : son aviation.

Le Rafale comme « game changer »

L'armée, la police et le renseignement turc, instigateur du dernier coup d'Etat manqué de 2016, ont en effet été fortement touchés par la répression qui s'en suivit : 67 700 militaires, dont plus de la moitié des généraux et amiraux, furent éconduits. L'armée de l'air, ayant eu un rôle fort lors de la révolte, perdit 280 pilotes [13]. Cela engendra donc un effondrement du moral et des difficultés opérationnelles au sein de l'outil aérien turc, qui se fit sentir lors des engagements suivants. Celui-ci se retrouva en surchauffe capacitaire : surengagé en raison de son sous-effectif et de la perte d'éléments expérimentés, le risque d'une perte de compétences planait. Erdogan entama alors une remontée en puissance de son armée, réorganisa sa capacité de projection en continuant le virage entamé auparavant vers les capacités de reconnaissance et de frappe via des drones (fabriqués en Turquie) et les forces spéciales tout en modernisant sa marine [14].

Malgré un complexe militaro-industriel réinvesti et un recrutement massif, le manque de pilotes expérimentés continue à se faire sentir. De plus, Washington ayant bloqué l'octroi de ses licences d'exportation et ses livraisons de matériels militaires à la Turquie à la suite de l'achat de systèmes anti-aériens S-400 [15] auprès de la Russie, l'armée de l'air ne peut plus se fournir en pièces détachées ni moderniser ses F-16 [16]. Pire, Ankara se retrouve face à un dilemme : Washington refusant de lui fournir le nouveau F-35, le chasseur turc Tai TF X étant encore en développement, aucun avion de 5e génération ne pourra finalement remplacer les F4 Phantom II turcs obsolètes. Le Su-35 russe fut également envisagé [17], mais les tensions au Haut Karabagh à partir du 27 septembre 2020 laissent planer le doute sur ce dossier.

A la différence de son attitude passive en 1974, Athènes lança le 12 septembre 2020 une remontée en puissance de son complexe militaro-industriel et de son armée, après une réduction de 40% des dépenses consécutives à la crise de 2008 [18], afin de créer un « bouclier national » face à Ankara. L'objectif est, malgré la crise consécutive au covid et le vieillissement de sa population, de contrebalancer la supériorité de la Marine et de l'armée de terre turque en recrutant 15 000 soldats et via de nombreux contrats d'armements avec l'étranger (dont les fameux F-35 américains).

L'Hellenic Air Force, moins nombreuse que son adversaire turc, passa cependant un accord avec Washington pour moderniser 84 de ses 150 F-16 au nouveau standard « Viper » [19]. Paris, porté par son engagement méditerranéen, s'engouffra dans la brèche via un accord de

défense en plus de la modernisation d'une partie des Mirage 2000-5 par la vente de 18 Rafales au dernier standard F3R. Sur 18, 6 seront construits par Dassault et 12 d'occasion seront pris à l'armée de l'Air, ce qui n'engendre pas certaines difficultés pour cette dernière. Les premiers avions seront livrés de la mi-2021 à début 2022.

Un contrat est également pris avec MBDA pour armer ceux-ci de missiles air-air longue portée Meteor, de missiles air-air Mica EM/IR et NG, de missiles de croisière Scalp EG et, enfin, du missile antinavires AM39 Block II Exocet [20].

Ainsi, l'arrivée du Rafale et de ses équipements représente un bond qualitatif énorme pour Athènes, qui disposera désormais d'une capacité de reconnaissance et de frappe en profondeur (plus de 100km) sur des cibles terrestres, aériennes et navales. Les capacités de projection et la supériorité aérienne d'Ankara, si capitales en 1974 lors des moments décisifs de l'opération Attila, sont donc désormais fortement mises à mal. Enfin, Athènes s'offre même la possibilité de futures actions combinées avec la France, l'Égypte, les Emirats Arabes Unis et Israël en disposant d'équipements communs. Alors qu'Ankara relance l'*Oruç Reis* depuis le 12 octobre dans les ZEE grecques et chypriotes (probablement pour appuyer son candidat chypriote turc en difficulté aux présidentielles de la RTCN [21]) en dépit de l'accord trouvé avec Athènes pour lancer prochainement une (61^e) série de « pourparlers exploratoires », un nouveau coup de *tavli* et non plus de *tavla* grande nature, cette fois-ci, est-il à venir ?

Pierre-Alexandre Méresse

Sources

[1] : Le [consociationalisme](#) met au cœur du système de gouvernement des Etats pluriethniques le consensus entre les différentes communautés ethniques, religieuses ou linguistiques tout en rejetant l'idée selon laquelle la majorité décide. Source : Jean-François DREVET et Andreas THEOPHANOUS, « Chypre et l'UE : bilans et défis », Policy Paper n° 58, *Institut Notre Europe-Jacques Delors*, Septembre 2012.

[2] : Pierre DELMAS, « [1974 : la Turquie \(un pays membre de l'OTAN depuis 1952\) envahit Chypre](#) », *Theatrum Belli*, 2001.

[3] : Corinne TALON, « [La dictature des colonels en Grèce, 1967-1974](#) », *Cahiers balkaniques*, n°38-39, 2011, pp. 379-402.

[4] : Denis BURNOUF, « [L'armée turque et Chypre](#) », *Politique étrangère*, n°4-5, 1974, pp. 567-583.

[4] : Romaric GODIN, « [Il y a 40 ans, la Turquie envahissait Chypre](#) », *La Tribune*, 20 juillet 2014.

[5] : Christos KASSIMERIS, « [Greek Response to the Cyprus invasion](#) », *Small Wars and Insurgencies*, June 2008, pp. 256-273.

[6] : George KAZAMIAS, « [From Pragmatism to Idealism to Failure: Britain in the Cyprus crisis of 1974](#) », *Hellenic Observatory Papers on Greece and Southeast Europe*, Greece Paper n°42, December 2010.

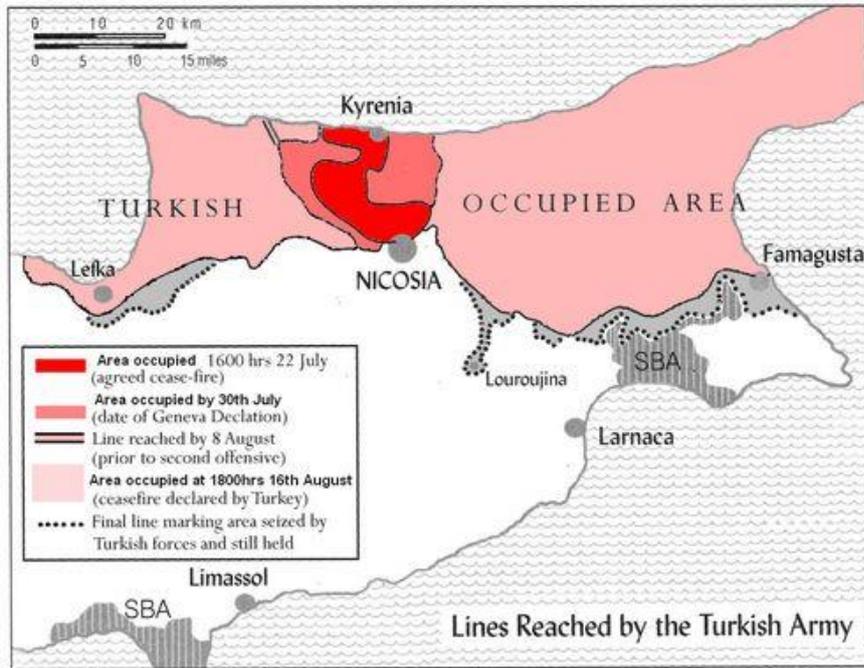
[7] : Edward J. ERICKSON & Mesut UYAR, « [Phase Line Attila – The Amphibious Campaign for Cyprus](#) », *Marine Corps University Press*, 2020.

[8] : Olivier DELORME, « [Grand entretien](#) – La Grèce : un pays fragilisé qui tient le choc », *Conflits*, 22 juin 2020.

- [9] Sophie GULDNER, « [L'escalade des tensions entre la France et la Turquie](#) : entre guerre économique, jeux d'influence, désinformation et rivalités géopolitiques », *Infoguerre*, 6 octobre 2020.
- [10] : Louis-Marie HEUZE, « [L'East Mediterranean Gas Forum se transforme en organisation régionale](#) », *Portail de l'IE*, 1^{er} octobre 2020.
- [11] : Charlotte LALANNE, « [Turquie-Grèce : comment le conflit en Méditerranée orientale s'est internationalisé](#) », *L'Express*, 25 septembre 2020.
- [12] : Jean-Dominique MERCHET, « [Entre Macron et Erdogan, un début de détente après des mois de querelles](#) », *L'Opinion*, 23 septembre 2020.
- [13] : Emile BOUVIER, « [Forces armées turques](#) : 4 ans après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, le retour en force d'un outil cardinal de la diplomatie turque (1/2). Des forces armées exsangues au lendemain de la tentative de coup d'état », *Les clés du Moyen-Orient*, 15 juillet 2020
- [14] : Emile BOUVIER, « Forces armées turques : 4 ans après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, le retour en force d'un [outil cardinal de la diplomatie turque](#) (2/2). Le retour en scène de l'armée turque et de son service de renseignement », *Les clés du Moyen-Orient*, 16 juillet 2020.
- [15] : *Précisions* : Les 4 batteries S-400 turques ne sont pas encore activées et les capacités de ces derniers sont faussées par la propagande. En effet, le système S-400 n'est en rien une arme fatale capable d'abattre tout ce qui vole : celui-ci a été conçu pour éliminer les cibles majeures et moyenne à haute altitude. Le S-400 a donc surtout comme fonction de maintenir à distance les avions ravitailleurs et les AWACS, tout en forçant les chasseurs à descendre pour leur faire consommer plus de carburant. Afin d'avoir un spectre complet, Il fonctionne donc de manière intégrée avec deux autres systèmes d'armes russes : le Buk, pour les cibles à moyenne et basse altitude à moyenne portée, et les Tor / Pantsir pour les cibles à courte portée et à très basse altitude. Ainsi, face à un simple S-400, un chasseur comme le Rafale n'aurait qu'à voler sous la ligne d'horizon et il sera indétectable jusqu'à 30 km de sa cible. Ensuite, il sera suffisamment prêt pour lancer un missile air-sol SCALP-EG par exemple et détruire le système anti-aérien ennemi.
- [16] : « [Washington met discrètement des bâtons dans les roues des grands plans d'Erdogan](#) », *Intelligence Online*, 9 septembre 2020.
- [17] : Laurent LAGNEAU, « [La Turquie serait sur le point de commander au moins 36 avions de combat Su-35 à la Russie](#) », *Zone militaire - Opex360*, 29 octobre 2019.
- [18] : Romain VINCENT, « [Mal préparées, les forces armées grecques craignent la Turquie d'Erdogan](#) », *Forces Operation Blog*, 9 avril 2018.
- [19] : « [Rafale Grèce : les dessous du contrat](#) », *Air et Cosmos*, 13 septembre 2020.
- [20] : Fabrice WOLF, « [Tous les Rafales grecs seront au dernier standard F3R](#) », *Méta-Défense*, 25 septembre 2020.
- [21] : Fabrice WOLF, « [La Turquie relance les tensions en Méditerranée orientale en déployant l'Oruc Reis](#) », 12 octobre 2020.

Annexe 1

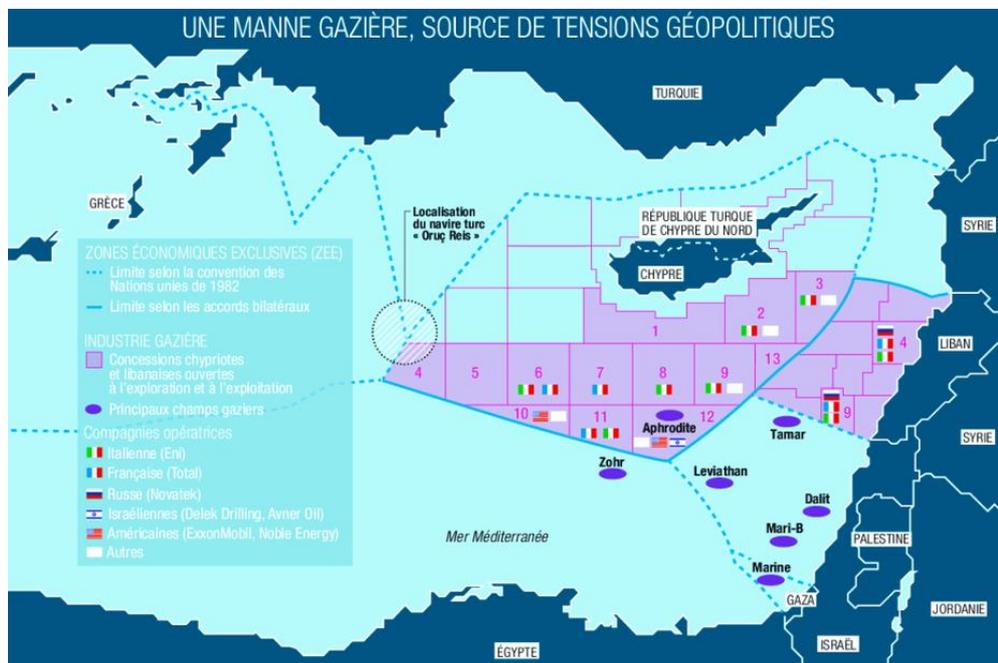
Carte de Chypre durant l'opération Attila



© CyprusDaily 2020

Annexe 2

Les réserves gazières en Méditerranée orientale et le projet EastMed



© L'Usine Nouvelle